

CONSEIL GLOBAL E-BULLETIN

MISES À JOUR DES RÉGIONS

Amérique latine et les Caraïbes



Second Regional Meeting of CPDE Latin America and the Caribbean

Lima, Pérou-- Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) en Amérique latine et aux Caraïbes (ALC) a tenu sa deuxième réunion régionale à Lima, au Pérou, du 3 au 4 août 2015. Des représentants sectoriels et sous-régionaux de la POED dans l'ALC ont mis au courant ceux qui étaient présents à la réunion concernant le travail et les discussions actuelles de la plateforme sur l'efficacité de développement. Les participants ont analysé les processus mondiaux dans lesquels le POED est actuellement impliqué et a examiné la participation des régions dans ces espaces.

Une des questions les plus pertinentes soulevées lors de la réunion était l'importance de renforcer une «identité régionale» qui permettra à la région d'agir dans les différents espaces cibles et de traiter les différentes questions internationales dans une perspective régionale appropriée. Les participants ont également défini trois principes thématiques qu'ils considèrent avoir un rôle spécial dans le programme du POED, et en particulier, la région de l'Amérique latine: (1) Financement et coopération pour le développement, (2) le modèle de développement de l'ALC, et (3) l'espace démocratique pour permettre la participation dans ces processus apparents.

Un total de 40 participants ont assisté à la réunion, avec trois représentants par sous-région et un de chaque secteur. La région est actuellement sous-divisée en trois sous-régions: CAMEXCA, le Cône Sud et le Cône Andin. Tous les pays membres du Cône Sud et du Cône Andin y ont participé, et une importante représentation de CAMEXCA, y compris les pays anglophones

Le Partenariat des OSC est une plateforme ouverte qui unit les voix des OSC du monde entier sur la question de l'efficacité du développement.

août 2015

- 1 ALC Mises à jour
- 1 Régions
- 5 Secteurs
- 7 Groupe de travail
- 9 Mises à jour supplémentaires

des Caraïbes, se sont impliqués pour la première fois.

Vers la fin de la réunion, la région a élu ses nouveaux représentants au Comité de coordination, et ils sont: Alberto Croce de "Red Encuentro" d'Argentine (remplaçant d'Addys Puis Marte) et Ana Tallada de "CONADES" du Pérou (remplaçant Georgina Muñoz). Le POED de l'ALC a également élu les membres suivants de son propre Comité de coordination régionale:

Représentants des sous-régions:

- Addys Then Marte (Alianza ONG, République dominicaine) pour CAMEXCA
- PinaHuaman (ANC Peru, Pérou) pour le Cône Andin
- Loreto Bravo (Accion Chile) pour le Cône Sud

Représentants sectoriels régionaux:

- Giulia Masobrio (Travail)
- Malena Famá (Jeunesse)
- Zoila Bustamante (Rural)
- Milton Mejía (confessionnel)
- Mónica Novillo (Groupe Feministe)
- Norma Maldonado (indigènes)
- Jorge Balbis (ALOP) en sa qualité de co-président du POED

Les participants ont défini les priorités de travail jusqu'en Décembre 2016. Ils ont également discuté de la proposition d'avoir une sous-région des Caraïbes à part entière, de la formulation des exigences clés régionales et de la reconnaissance de la POED de l'ALC dans les différents débats et espaces autour de la coopération au développement.

Amérique du Nord

La nouvelle politique OSC adoptée au Canada

Le 5 février dernier, l'honorable Christian Paradis, ministre du Développement international et de la Francophonie, a annoncé le lancement de la « Politique de partenariat avec la société civile pour le développement international et l'aide humanitaire ». L'annonce a suscité des applaudissements retentissants de la part des 100 directeurs de grandes organisations canadiennes pour le développement international et humanitaire. Les lignes importantes de cette politique comprennent : la reconnaissance des organisations de la société civile (OSC) comme acteurs du développement dans leurs propres droits avec différents rôles et besoins ; la reconnaissance des Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC et les principes

humanitaires comme lignes directrices guidant le travail du POED dans les réponses au développement et à l'humanitaire ; l'engagement à établir des financements divers et prévisibles pour les OSC et à soutenir l'implication du public ; et la réaffirmation du rôle fondamental que jouent les gouvernements pour garantir un environnement favorable – en particulier la liberté d'expression, l'association et l'assemblée pacifique – pour les OSC dans les pays en voie de développement. Le gouvernement a également accepté de revoir la politique avec les OSC sur une base annuelle – ce qui est impératif pour assurer une mise en œuvre fructueuse. Début septembre, grâce au soutien du POED, le CCCI va communiquer les étapes clés qui interpréteront la façon dont le Conseil envisage la politique mise en place. Le soutien du POED est également nécessaire pour le financement des groupes de travail du CCCI qui développent des propositions consolidées concernant différents mécanismes de financement pour les OSC et pour soutenir le travail d'implication du public – éléments clés de la nouvelle politique.

Collaboration de l'Amérique du Nord pour encourager la transparence du secteur

La plateforme américaine InterAction a longtemps été pionnière dans la promotion de la transparence dans le travail de ses organisations membres. Cette année, elle a publié dans l'Initiative pour la Transparence de l'Aide internationale. Sa carte d'Aide des ONG – qui rassemble près de 4000 programmes issus de 95 organisations membres du monde entier – constitue la référence absolue pour les bases de données accessibles et faciles d'utilisation sur les activités des organisations de la société civile américaine travaillant outremer. Aujourd'hui, InterAction désire améliorer le programme pour rendre le contenu publiable dans l'Initiative pour la Transparence de l'Aide internationale, et pour répandre son utilisation à d'autres plateformes. Cet automne, le Conseil canadien pour la Coopération internationale, en collaboration avec la Carleton University, entame un processus pilote pour consolider les informations organisationnelles sur chacun de ses membres et pour entamer la collecte d'informations sur les projets de base, tout ça en utilisant la plateforme InterAction pour esquisser les résultats

On peut faire mieux 2015 !

En février, le CCCI a lancé une campagne nationale pour dresser le profil des trois événements clés de cette année – le 20e anniversaire de la Déclaration de Beijing et de la Plateforme pour l'Action, l'adoption des Objectifs de Développement durable et le programme pour 2030, et la 21e Conférence des Parties sur la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Intitulée OnPeutFaireMieux2015 et utilisant le hashtag #FaireMieux2015, la campagne se concentre sur trois thèmes principaux : inégalité & droits de l'homme, changement climatique & viabilité de l'environnement et égalité des sexes & droits des femmes. La campagne a publié des documents de référence en anglais et en français. Ceux-ci comprennent, entre autres, des informations sur les trois thèmes ainsi que sur l'environnement favorable à la société civile et le concept d'universalité, une boîte à outils pour les réseaux sociaux et une fiche de conseils et une boîte à outils d'élection (à venir). La campagne a été lancée pour essayer de dresser le profil de ces problématiques – en particulier celles du programme sur l'après 2015 – pendant les élections fédérales canadiennes de 2015, qui sont actuellement en préparation.

Le travail du CCCI pour dresser un profil des OSC et de l'environnement favorable pour l'après-2015.

En collaboration avec le POED, le gouvernement canadien, de nombreux groupes importants de l'ONU et le Service de Liaison Non Gouvernemental de l'ONU, le CCCI s'est attaché à organiser deux événements parallèles – l'un lors de la Négociation de mai pour la révision et le suivi pour l'après-2015 et l'autre lors du Forum Politique de Haut Niveau en juin – pour renforcer le rôle et l'espace de la société civile dans le processus de l'après-2015. Rassemblant entre 50 et 100 personnes chacun, les deux événements ont tracé les perspectives des hauts fonctionnaires de l'ONU, du département des Nations Unies pour l'Économie et les affaires sociales, les États membres et un ensemble d'acteurs. Ils ont également expliqué l'expérience des différentes meilleures pratiques à la fois au sein et en dehors du système de l'ONU, et ce pour engager significativement la société

Amérique du Nord

civile dans les discussions et les décisions concernant les problématiques de coopération au développement.

Nouveau rapport de VOICES-VOIX sur l'environnement favorable au Canada Le 16 juin, la coalition canadienne VOICES-VOIX a publié un important rapport documentant les abus des règles parlementaires, l'intimidation des fonctionnaires et le retrait de financement et l'intimidation des organisations qui ont des opinions différentes de celles du gouvernement. Le rapport met en lumière la façon dont le gouvernement a vidé de leurs capacités à offrir des informations et les analyses nécessaires pour justifier les choix politiques ses propres départements et les agences indépendantes. Le rapport complet et un bref sommaire peuvent être consultés ici. Voices-Voix est une coalition non partisane de Canadiens et d'organisations canadiennes résolus à défendre nos droits collectifs et individuels à diverger, les plaidoyers et l'espace démocratiques. CCCI est l'un des membres fondateurs de VOICES-VOIX.

Quelques plateformes nationales cherchant à partager des perspectives sur des défis communs

Lors du Forum annuel en juin dernier à Washington, les équipes de la plateforme anglaise BOND, du CCCI Canadien et de l'américain InterAction ont eu des échanges informels, donnant forme à l'idée d'une réunion de deux jours pour 2016. Cette réunion aura pour but de partager les initiatives, les stratégies et d'en apprendre sur les sujets de préoccupation communs. Par exemple, comment les différentes plateformes ont-elles répondu aux défis de l'environnement favorable, aux restrictions législatives concernant le lobbying et les plaidoyers, au nouveau schéma de développement, tout en promouvant une transparence plus grande parmi ses membres, en défendant la diversité des mécanismes de financement et des politiques OSC, et en travaillant avec des chercheurs universitaires ? Les organisateurs cherchent à ce que d'autres plateformes rejoignent la discussion et ils pensent à organiser quelque chose en marge de la prochaine Réunion de Haut Niveau du Partenariat mondial pour l'Efficacité de la Coopération au Développement ou pour toute éventuelle célébration du 5e anniversaire du Cadre de Siem Riap. Les autres plateformes nationales intéressées peuvent contacter freillyking@CCCI.ca.

Pour de plus amples informations concernant cet article, merci d'écrire à Fraser Reilly-King du Conseil canadien pour la coopération internationale.

Le POED poursuit son travail aux niveaux régional, sous-régional et national en Asie.

Réunions sous-régionales

Les réunions sous-régionales offrent un lieu aux OSC et aux groupes sectoriels dans les sous-régions pour discuter des nouvelles questions de coopération au développement et des points d'action pour faire avancer le travail. Ci-dessous, la liste des différentes réunions sous-régionales prévues pour les mois à venir :

23-26 septembre – Réunion de l'Asie du Nord-est en Mongolie

28 août – Réunion de l'Asie centrale au Kirghizstan

1-2 septembre – Réunion du Pacifique en Papouasie Nouvelle-Guinée

3-4 septembre – Réunion sous-régionale de l'Asie du Sud au Sri Lanka

Forums des différents acteurs nationaux pour l'environnement efficace des OSC

Les forums feront office d'espace de discussion pour les multiples acteurs sur l'EE des OSC. Les différents rôles et contributions des acteurs pour l'EE seront mis à l'honneur. Quatre activités nationales multipartites sont prévues pour le second semestre :

27 août — Kirghizstan

23-26 septembre — Mongolie

1-2 septembre — Papouasie Nouvelle-Guinée
5-6 septembre — Sri Lanka

Ateliers de formation nationaux sur l'efficacité du développement des OSC/la responsabilisation et la surveillance de la coopération au développement et des partenariats

Les ateliers nationaux sur l'ED des OSC s'inscrivent dans la continuité du travail qui a commencé en 2014. Le but est de mettre en œuvre des formations nationales sur la capacité de développement – en particulier sur la responsabilisation des OSC. Ils ont également pour but de rédiger des feuilles de route pour l'élargissement et la promotion de l'ED des OSC, et la mise en application des mécanismes de responsabilisation des OSC. En attendant, ces derniers permettent de mener des formations en plaidoirie à un niveau national sur la surveillance de l'aide et l'efficacité du développement. Un certain nombre d'ateliers nationaux sont prévus pour la deuxième moitié de l'année.

24-26 août	Formation sur l'ED des OSC/la responsabilisation et la surveillance de la coopération au développement et des partenariats au Viet Nam
31 août au 1er septembre	Formation au Kazakhstan sur la Surveillance de la coopération au développement et les Partenariats
5-6 septembre	Formation au Sri Lanka sur Surveillance de la coopération au développement et les Partenariats.

Le Pacifique est maintenant reconnu comme une région indépendante de l'Asie

Au cours de la 3e réunion du Conseil mondial, le Pacifique a été reconnu comme région indépendante de l'Asie.

L'Asie du Sud a une nouvelle personne de contact au niveau sous-régional.

Wali Haider de Roots for Equity Pakistan a été nommé comme nouveau représentant pour la sous-région pour l'Asie du Sud. Il remplacera Arjum Karki de LDC Watch comme représentant de l'Asie du Sud au sein du Comité de coordination régional.

Les activités nationales sur les partenariats inclusifs et l'environnement favorable des OSC

Le POED Afrique a déjà jeté les bases d'un exercice de cartographie nationale sur les partenariats inclusifs dans la région. Ce processus sera conduit dans 15 pays à travers l'Afrique. Des preuves basées sur des études étaient nécessaires au processus. Ces études ont été menées à un niveau national dans toutes les sous-régions, pour permettre de cerner les expériences actuelles et le statut des partenariats inclusifs. Elles ont donc permis de révéler si le développement était réellement inclusif, juste et durable. Enfin, des recommandations ont été faites pour guider les différents acteurs dans leurs actions et leur offrir des lignes directrices pour une mise en œuvre plus optimale et de meilleurs résultats.

Les études devraient :

- Brièvement dépeindre le cadre légal et régulateur, en montrant les éléments positifs et/ou négatifs qu'impliquent les partenariats existants
- Proposer des efforts pour élargir et améliorer les initiatives, les politiques et les instruments mis en œuvre pour renforcer les partenariats inclusifs. Ces changements devraient permettre la maximisation et la stabilisation des résultats et des impacts du développement.
- Analyser la mesure dans laquelle les partenariats existants sont guidés par les principes d'efficacité du développement de Busan
- évaluer les partenariats existants, montrer leurs implications et l'impact sur les résultats du développement pour les populations pauvres et marginalisées.

Afrique

Les consultations nationales sur l'environnement favorable des OSC se sont déjà tenues au Mozambique, au Rwanda et en RDC. Ces consultations se sont penchées dans les résultats des recherches qui couvraient les questions relatives à l'EF des OSC. Elles devaient évaluer l'espace des OSC et le cadre institutionnel pour la mise en œuvre du programme post-Busan. Les recherches ont également recommandé des actions particulières que les différents acteurs peuvent entreprendre pour être sûrs de rentabiliser les opportunités offertes par les résultats de Busan. Ces résultats promeuvent un environnement favorable pour les OSC, en particulier au Rwanda.

De plus amples informations sur le travail actuel du POED dans la région africaine sont disponibles sur le site Internet de Realit of Aid Africa : <http://roaafrica.org/index.php/resource-centre/reports>

MISES À JOUR DE SECTEURS

Nouvelles recherches sur la responsabilisation des entreprises

La Confédération syndicale internationale – le Réseau syndical de coopération au développement (CSI-RSCD) et l'EURODAD, en coopération avec le POED, ont récemment publié une recherche cartographiant des mécanismes de responsabilisation pour les entreprises et des implications des donneurs dans le secteur privé du développement. L'Étude de responsabilisation des Entreprises pour le Développement, lancée en avril 2015, met en avant les mécanismes existants pour la responsabilisation des entreprises en général, et propose des critères spécifiques pour garantir l'efficacité des initiatives de développement du secteur privé.

Le texte complet est consultable au lien suivant :

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/tudcn_business_accountability_for_development_final_en.pdf

Plus d'informations et de nouvelles dans la dernière newsletter du RSCD :

Anglais : <http://www.ituc-csi.org/TUDCN-newsletter-july-2015>

Français : <http://www.ituc-csi.org/bulletin-RSCD-juillet-2015?lang=fr>

Espagnol : <http://www.ituc-csi.org/boletin-RSCD-julio-2015?lang=es>

Campagne permanente pour les droits des PA et pour le développement

Le Secteur des PA du POED prévoit de conduire des ateliers régionaux au cours de la deuxième partie de l'année. Ces ateliers auront pour objectif de réunir les résultats afin de rédiger le Document politique sur les PA et le développement. En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, l'atelier se tiendra en septembre et/ou en octobre dans un milieu communautaire, soit dans les Andes soit en Amérique centrale. L'atelier régional de l'Afrique se déroulera en novembre, à temps pour le lancement du Jour international des Héros des PA, le 10 novembre. Cette date marque le 20e anniversaire de l'assassinat d'Ogoni 9 – les martyrs qui ont combattu le géant du pétrole, Royal Dutch Shell.

L'atelier régional de l'Asie est prévu pour novembre, à temps pour le Festival international pour les droits et la lutte des peuples de Manille, aux Philippines

Secteur du
Travail

peuples
autochtones

Secteur jeunesse

(IFPRIS en anglais). Le Mouvement international des peuples autochtones pour l'autodétermination et la libération (IPMSDL en anglais), qui sert d'organisation centrale pour le secteur des PA du POED, prendra part au IFPRIS. Ils présenteront également une activité intitulée « Une tempête d'actions et de manifestations en 2015 : Solidarité et résistance des peuples autochtones contre l'APEC et la mondialisation impérialiste », laquelle se tiendra en parallèle de la réunion de tous les dirigeants de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (CEAP) qui se déroulera également à Manille. Pour le mouvement, ladite réunion ne fera que resserrer le contrôle impérialiste sur les économies, les terres, les territoires et les ressources, notamment celles des pays sous-développés et des peuples autochtones de la région asiatique.

Plan pour les formations régionales des formateurs (ToT en anglais)

Le Secteur jeunesse a prévu de mettre en place des formations dans les régions d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine du POED, dans le cadre de ses projets pour 2015. Les formations pour les régions d'Afrique et d'Asie-Pacifique sont prévues pour le premier trimestre, avec les conseils des secrétariats régionaux du POED.

Engagements avec l'ActionAid International (AAI)

Les engagements sont le produit des efforts des secrétariats du POED, lesquels ont fait le lien entre le secteur et l'AAI. Pour commencer, la représentante mondiale du POED pour la jeunesse, Cordellia Sikosana, a rencontré le bureau principal du AAI, en Grande-Bretagne, ainsi que leur équipe travaillant avec le Bangladesh. Au cours de la discussion, le secteur a remarqué qu'il était nécessaire d'améliorer la collaboration et la solidarité entre les OSC.

Le secteur jeunesse du POED s'est renseigné au sujet de la coalition mondiale de la jeunesse, qui est en cours. ActionAid International a souligné que la coalition était actuellement composée de quatre membres (AA International, Restless Development, Plan International). Le secteur jeunesse du POED a la possibilité de rejoindre la coalition. Pour le moment, le secteur est encore en train d'évaluer cette opportunité et doit se mettre d'accord. Ce sujet sera bientôt débattu en interne.

Participation aux conférences

Le secteur a participé à la réunion sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis Abeba, et à la Conférence des OSC panafricaine sur le financement du développement, à laquelle des délégués jeunesse ont apporté leur contribution aux délibérations, aux événements parallèles, au document final et à l'exposé de principes. Ce faisant, ils ont assuré la présence des jeunes dans la trajectoire émergente du développement. Alors que ces deux réunions n'ont pas semblé mettre en avant, comme prévu, les aspirations des OSC, et plus particulièrement lors de la réunion d'Addis Abeba, les OSC ont clairement été appelées à profiter du moment pour soutenir le programme de développement.

Projets à venir pour le Secteur rural

Les projets du Secteur rural du POED, qui portent sur les ateliers régionaux, se concentrent sur le partenariat public-privé (PPP) pour l'alimentation et l'agriculture. Des documents de référence et des manuels seront diffusés pour l'occasion.

Documents d'information

Documents de référence

Les documents de référence, qui seront publiés en septembre, traitent des PPP actuels sur l'alimentation et l'agriculture. Ces partenariats seront mis en avant

Secteur Rural

par des acteurs et défenseurs majeurs des PPP pour l'agriculture, ainsi que les implications de cette promotion et un document reprenant les nouvelles lois, politiques et échanges soutenant et promouvant les PPP pour l'alimentation et l'agriculture.

Document politique

Les pratiques et les connaissances relatives à l'utilisation des ressources (terres, ressources naturelles, budgets nationaux, capitaux, etc.) ainsi que le programme de réforme politique des PPP pour l'alimentation et l'agriculture. Le document politique sera partagé pendant le Forum annuel sur les mécanismes de la société civile à Rome et, en octobre, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) à Milan.

Manuel

Un manuel portant sur le cadre des tendances et des politiques des PPP pour l'alimentation et l'agriculture sera également publié. Ce manuel comprendra des lois, des politiques, des donateurs et des philanthropes privés, des plateformes viables de campagne et les luttes pour un public populaire.

Ateliers régionaux

Les ateliers régionaux se dérouleront en Asie (Philippines) en novembre, en Afrique (Kenya) en décembre et en Amérique latine en octobre. Ils serviront alors de lieu pour de plus amples discussions sur la question des PPP, les bonnes pratiques et les alternatives pour la promotion des PPP.

En parallèle, un document politique sur le commerce et l'agriculture sera publié en préparation à la 10e réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tiendra à Nairobi (Kenya) en décembre prochain.

Dans les discussions en cours sur la mise en œuvre du programme pour le développement dans l'après-2015, le Secteur rural du POED a, par le biais de son organisation régionale (La Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire), maintenu une position forte concernant le secteur privé et des entreprises. Ce dernier devrait cesser de considérer les Objectifs de développement durable comme étant quelque chose à part pour maximiser leurs profits, aux dépens des peuples et de la viabilité de notre Terre. Il existe des alternatives adéquates pour mettre en œuvre ces ODD, autrement qu'en ayant recourt directement au secteur privé et des entreprises. Ces alternatives sont tout à fait envisageables tout en s'impliquant de façon appropriée et en faisant participer les communautés à tous les niveaux décisionnels. Cette position a été soumise à plusieurs reprises lors du Forum préparatoire des acteurs et la session d'évaluation des Négociations intergouvernementales sur le programme du développement pour l'après-2015 (16 janvier 2015), lors du Dialogue interactif avec les groupes majeurs et les autres acteurs (20 mai 2015), lors de la Négociation intergouvernementale sur l'avant-projet pour les résultats de l'après-2015 (22-24 juin 2015) et le 3e Forum Politique de Haut Niveau du Conseil économique et social de l'ONU (26 juin - 8 juillet 2015) à New York.

MISES À JOUR SUR LES GROUPES DE TRAVAIL

Travail continu sur la responsabilisation des OSC

En juin dernier, le groupe de travail du POED pour l'efficacité du développement des OSC a tenu une réunion en face à face, à Bruxelles, pour parler de ses plans pour le reste de l'année. L'un des projets clés est le renforcement du travail de la

efficacité du
développement
des OSC

plateforme au niveau national de la responsabilisation des OSC, au travers des formations nationales débutées en 2014. La nécessité pour les GT et les unités du POED de coordonner leurs efforts à ce propos, et suivant le Protocole des méthodes de travail du POED, a également été soulignée.

Travail de soutien sur la surveillance de Busan

En soutien au travail du POED au second cycle de suivi du PMECD, le groupe prévoit aussi de rédiger des rapports nationaux et un récit global sur la responsabilisation des OSC afin de compléter les projets du GT pour l'efficacité du développement des OSC. Ce dernier prévoit en effet de rédiger des rapports nationaux de suivi de l'EF. L'ED des OSC sera soutenue par une reconnaissance commune de la responsabilisation – basée sur les accords d'Istanbul —, et probablement par un module sur la responsabilisation des OSC pour les guider à un niveau national. Initialement, sept (7) études de cas nationales et sectorielles et expériences sur la responsabilisation des OSC ont été commandées pendant cette réunion.

Tâches à venir

Pendant le reste de l'année, on jettera aussi les bases de l'Assemblée mondiale du POED, prévue pour l'année prochaine et qui doit aborder les Principes d'Istanbul (PI +5). Une formation mondiale des formateurs des OSC sur la responsabilisation et l'ED des OSC est également prévue. La liste de vérification de la mise en œuvre des PI (csopartnership.org/cso-de-survey-page-2) sera révisée et relancée en ligne dans le courant de l'année.

Alors que la 70e Assemblée générale des Nations Unies se prépare à adopter le document sur les résultats post-2015, le Partenariat OSC pour l'Efficacité du Développement (POED) réitère et renforce son appel pour un programme de développement pour l'après-2015 fondé sur une approche basée sur les droits humains (HRBA en anglais) et sur le développement inclusif.

Les engagements du POED dans le processus de l'après-2015

Le POED a mis au point un certain nombre de documents politiques en préparation à ses engagements pour les négociations intergouvernementales sur l'après-2015. Ces documents politiques concernent (a) l'amélioration de l'efficacité du développement du partenariat mondial pour un développement durable dans l'après-2015, (b) la coopération au développement dans le cadre de développement pour l'après-2015 et (c) le cadre régulateur pour le secteur privé. Depuis janvier, le POED a répondu à un certain nombre de documents liés aux ODD, et ce afin de faire avancer les positions de la société civile. Ces documents comprennent (a) une réponse aux Objectifs de développement durable (ODD) comme proposée par le groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale des Nations Unies, (b) une réponse au rapport du Comité international d'experts sur le financement du développement durable, (c) une réponse au rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies concernant les ODD et, enfin, (d) une réponse à l'avant-projet final des ODD, qu'il est prévu d'adopter en septembre. Le POED s'est engagé dans des négociations intergouvernementales mensuelles depuis janvier 2015. La plateforme a également assisté au 3e Forum Politique de Haut Niveau qui s'est déroulé entre le 26 juin et le 8 juillet au siège de l'ONU. Il a également fait part de ses inquiétudes concernant la mise en œuvre et la surveillance du processus des ODD dans le cadre post-adoption.

En mai dernier, le POED a organisé un événement parallèle au Siège de l'ONU, en collaboration avec le Canada, le SDNG ONU et la Coalition populaire pour la

souveraineté alimentaire (PCFS en anglais). Mr Guillermo Rishchynski, représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, Mme Tiina Nummi-Södergren de la Délégation suédoise pour l'après-2015 auprès des Nations Unies, Mme Barbara Adams de Global Policy Watch, Mme Maria Theresa Lauron du POED et du Mécanisme d'Engagement OSC pour la région Asie-Pacifique et Mme Susan Alzner, chargée de mission, SDNG se sont exprimés lors de l'évènement. Le dialogue s'est concentré sur la possibilité d'institutionnalisation de la participation des OSC à tous les niveaux pertinents de gouvernance dans le programme pour l'après-2015, à savoir les niveaux national, régional et mondial. Un autre évènement parallèle sur l'institutionnalisation de la participation des OSC dans le suivi et la révision de l'après-2015 par le POED a été organisé le 30 juin 2015 (pendant la 3e Session du Forum Politique de Haut Niveau de l'ECOSOC au Siège de l'ONU). En outre, le POED prépare actuellement un évènement parallèle sur le droit au développement, qui se déroulera à New York le 28 août 2015.

Sommet de septembre, après-2015 et au-delà

Le POED se prépare au processus d'adoption des ODD, qui devra se dérouler lors l'AG de l'ONU en septembre. La Plateforme a déjà entamé les discussions pour expliquer son rôle dans le contexte de l'après-2015 et a assuré la révision et le suivi de la mise en œuvre des objectifs et des définitions d'indicateurs au niveau national. Le POED a également abordé la manière de mettre en avant, de façon optimale, les inquiétudes des OSC par le biais de processus établis pour revoir les mécanismes, incluant le Forum Politique de Haut Niveau annuel. Le POED se concentrera aussi sur le renforcement de la recherche et du suivi de la mise en œuvre des ODD, sur la capacité de développement des secteurs et des régions pour des réponses nécessaires. Le POED mettra l'accent sur le rôle central et important de la société civile dans le FPHN – en tant qu'organe de l'ONU dont le rôle est majeur dans la révision de l'après-2015 et les ODD.

Le POED à l'AG de l'ONU

Les 25-27 septembre de cette année, les Chefs d'États et de gouvernements se réuniront, au siège des Nations Unies à New York, pour se mettre d'accord sur de nouveaux « Objectifs de développement durable ». Le « Programme 2030 pour le développement durable », qui promet de « changer notre monde » et de « ne laisser personne en retrait », sera également discuté.

Une délégation de six à sept personnes représentant différentes organisations membres du POED – et venues des quatre coins du monde – se retrouveront à New York pour témoigner, participer et s'impliquer dans le Sommet des Nations Unies. Ces organisations seront les voix du POED, élargissant le champ d'analyse et de requête durant les six sessions interactives du sommet. Elles participeront également aux divers évènements parallèles au Sommet.

Le 28 septembre, au lendemain du Sommet de l'ONU pour le Développement, le POED organise une journée de réunion pour entendre les perspectives en marge et première ligne. Cette réunion se déroulera de 10 h à 18 h au San Damiano Hall, 135 West 31st St. New York. Cet évènement parallèle est coorganisé par le POED et IBON International, l'ONU et le Ministère des Affaires internationales du Conseil général de l'Église et de la Société de l'Église méthodiste unie (GBCS en anglais), l'ONG Mining Working Group et le Centre de Migrants de l'Église de Saint-François-d'Assise.



Groupe de Référence pour l'efficacité des Institutions

Projet de cartographie ADE

Prenez une partie de la POED
bulletin, envoyer des mises à jour
mensuelles à Reileen Joy Dulay
au
secretariat@csopartnership.org et
Jodel Dacara au
membership@csopartnership.org

En savoir plus sur le partenariat
des OSC, visitez
www.csopartnership.org

MISES À JOUR SUPPLEMENTAIRE

Implication PEI

La plateforme continue son travail sur l'efficacité des institutions par le biais de son Groupe de Référence. Le POED sera représenté lors de la prochaine réunion du Groupe consultatif de la Plateforme pour l'efficacité des Institutions (PEI), qui se déroulera du 31 août au 1er septembre au siège du POED à Paris, France. Vitalice Meja de Reality of Aid Africa y participera et donnera une présentation sur « Les Dialogues multipartites sur l'efficacité des Institutions ». La réunion annuelle de la PEI est provisoirement fixée aux 17-18 novembre 2015 à Singapour.

En 2014, POED a lancé le Projet de cartographie ADE pour évaluer et surveiller les pratiques des OSC sur ADE, l'efficacité du développement des OSC et l'environnement favorable au niveau des pays-le. L'ADE Plan vise à montrer ce développement efficace ressemble sur le terrain, et de fournir des nouvelles et des mises à jour en temps opportun de nos pays. L'ADE Plan répond à l'engagement de la plate-forme sur le travail de mise au point du pays.

Après une année de mise en œuvre, le Secrétariat mondial estime qu'il est nécessaire d'accélérer notre projet de cartographie pour démontrer davantage la profondeur et la portée du travail que nous avons actuellement. Personne ne pouvait mieux contribuer à ce projet que nos structures et partenaires pays. Nous vous invitons à prendre part à cette initiative. Vous pouvez également envoyer des histoires de cas et des mises à jour de pays pour membership@csopartnership.org le ou avant le 20 Septembre 2015. Les contributions seront téléchargés sur le site, et l'POED et ADE comptes de médias sociaux.

Facebook: www.facebook.com/ADEMapping

Twitter: twitter.com/ADEMapping

En savoir plus sur le projet: <https://www.youtube.com/watch?v=Ijt1PaAWRig>

